

Macron a le pouvoir de rendre leur fierté aux Français



Rendons à César ce qui est à César, Macron a eu le grand mérite de nous débarrasser d'une classe politique que le peuple vomissait. Il a fait voler en éclat un système arrivé à bout de souffle qui s'est effondré comme un château de cartes. Un tremblement de terre qui a secoué tous les partis politiques, sans exception, ensevelissant au passage la plupart des anciennes gloires de la défunte droite et de la moribonde gauche. Certains ont crié au « coup d'Etat institutionnel », comme ce fut le cas en 1958 lors de l'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle. Un retour préparé de longue date par ses partisans que des circonstances exceptionnelles ont favorisé. Ainsi le soulèvement du peuple algérois servira de prétexte à l'homme du 18 juin pour revenir aux affaires en proclamant sa foi en l'Algérie française et en affirmant qu'il n'y avait qu' « une seule France de Dunkerque à Tamanrasset ». On sait ce qu'il advint de ces discours !

L'accession au pouvoir d'Emmanuel Macron n'est pas sans rappeler celle de De Gaulle. Un pouvoir usé. Une classe politique discréditée. Une opinion publique inquiète devant la menace terroriste. D'où une volonté de changement profond. Certes Macron n'a pas l'aura d'un de Gaulle. C'est à un candidat quasi inconnu, sans véritable programme, que les

Français ont confié les rênes du pouvoir en mai dernier.

Lui aussi a bénéficié de circonstances exceptionnelles après l'incroyable naufrage de Fillon. Lui aussi a su surfer sur le mécontentement populaire. Lui aussi à su s'élever au-dessus des partis pour former un gouvernement « d'union nationale ». Est-ce pour autant l'homme de la situation pour permettre à notre pays d'échapper aux périls qui le menacent, à commencer par l'islamisation progressive de la société ? Est-ce lui qui va inverser les flux migratoires ? Rétablir nos frontières ? Supprimer le droit du sol ? Mettre fin au regroupement familial ? Et même s'il le voulait, il ne le pourrait pas, pas plus qu'aucun autre homme ou femme politique à sa place – aussi à droite soit-il ou soit-elle – pour la simple raison que la politique de la France ne se décide pas à Paris mais à Bruxelles. Sans compter que par ailleurs, sous prétexte de démocratie, ont été mises en place des institutions et des lois qui concourent à entraver les droits les plus élémentaires des Français.

Consternantes décisions du conseil d'Etat

Rappelons-nous les consternantes décisions du conseil d'Etat interdisant les crèches dans les mairies et autres bâtiments administratifs ainsi que la croix de Ploërmel ! A l'inverse, souvenons-nous qu'il avait retoqué en 2016 les arrêtés municipaux interdisant le port du burkini sur la plage. Même rejet avec la clause Molière sur les chantiers, jugée tout aussi illégale par ce même conseil d'Etat alors qu'elle avait pour objectif de défendre les entreprises françaises contre la concurrence déloyale des travailleurs détachés étrangers.

Autre exemple du bâillon imposé au peuple français avec ce truc qu'on appelle le « Défenseur des droits » qu'il serait plus logique de rebaptiser « Défenseur des droits des immigrés », car son rôle essentiel – et il ne s'en cache pas – est de « lutter contre le racisme ». Le racisme des Français, bien entendu. Car il ne saurait être question que le racisme

puisse être le fait des immigrés. D'ailleurs qui trouve-t-on comme associations partenaires de cet « organisme indépendant » (sans rire) : SOS-racisme, la LDH, le MRAP et la Licra. L'inévitable bande des quatre qui ne vit qu'avec l'argent de nos impôts ! Autant dire que le chef d'entreprise qui emploie des « chances pour la France » n'a qu'à bien se tenir. Gare à lui s'il fait une remarque à l'un de ses ouvriers sur son travail. Il a au-dessus de sa tête l'épée de Damoclès du racisme qui le menace. Etonnez-vous après que les jeunes « issus de la diversité » aient du mal à trouver du travail ! Ils peuvent dire un grand merci à un certain Jacques Toubon, celui qui est « à leur écoute pour les conseiller ».

S'attaquer à ces féodalités devrait être la priorité du nouveau chef de l'Etat. Une manière pour lui de rompre avec « l'ancien monde » et de faire, en passant, de sérieuses économies. Sa large majorité à l'assemblée le lui permet. Et son opposition – Mélenchon mis à part – ne trouverait rien à redire à un salutaire coup de balai qui permettrait aux Français de se sentir plus fiers et heureux dans leur pays.

Le président qu'il est devenu n'a plus grand-chose à voir avec le candidat Macron. En se frottant à la réalité, il a révisé son jugement dans nombre de domaines. Ce qui explique, sans doute, son niveau de popularité dans les sondages. « En bonne voie mais peut mieux faire ! » serions-nous tentés d'écrire. « Il faut arrêter d'emmerder les Français ! » avait lancé Georges Pompidou. Puisse Emmanuel Macron s'inspirer de cette injonction de son populaire prédécesseur !

Alain MARSAUGUY